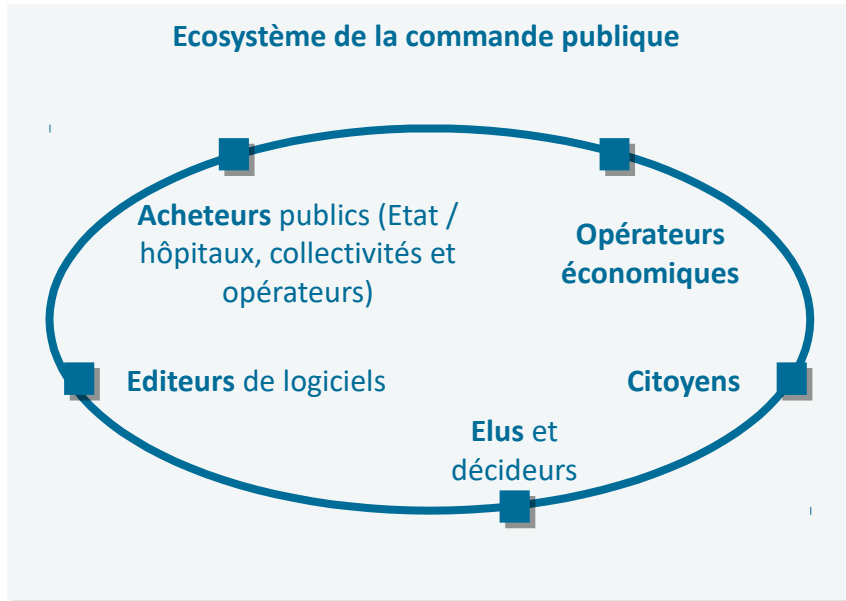




PTNCP Interopérabilité



La commande publique : un riche écosystème d'acteurs pour des enjeux économiques importants...



Chiffres clés

300 000	<i>Marchés publics annuels</i>
100	<i>Mds €</i>
130 000	<i>Acheteurs publics</i>
3 000	<i>Solutions de profils d'acheteurs</i>
2,34	<i>Millions d'entreprises recensées en France, potentiellement bénéficiaires de la commande publique</i>

...au cœur des défis adressés par les politiques publiques



Des achats visant un **service public de qualité au profit des citoyens, usagers et entreprises**



Une recherche de performance opérationnelle dans une **logique d'exemplarité** (zéro papier, gains de temps, délais)



Une **bonne utilisation des deniers publics** grâce à la recherche du juste prix



Une **empreinte positive sur les territoires** et l'écosystème, en stimulant le **développement économique**



Un **renforcement de la transparence** et de la **participation citoyens dans la construction des politiques publiques**

Une ambition qui s'inscrit dans un contexte favorable

Un cadre UE favorisant l'interopérabilité des SI de la commande publique

Un mouvement repris au niveau national pour mettre en œuvre la réforme de la Commande Publique

Une stratégie d'Etat plateforme et un mouvement en faveur de la transparence des données publiques

Des initiatives de concertation et de mutualisation des communs numériques au niveau territorial

- **Deux directives de 2014** en faveur de la simplification et de la dématérialisation de la commande publique
- Une **feuille de route pour l'interopérabilité** adoptée en 2019
- Un travail en cours sur les **standards d'échanges de données** et documents de la commande publique (eForms).

- Un décret de 2016 consacrant le **100% Démat'**
- **L'obligation de dématérialiser les marchés publics >= 25.000 euros HT** au 1er octobre 2018
- Un **Plan de Transformation Numérique de la Commande Publique** piloté par la DAJ depuis 2018.
- Un **nouveau Code de la Commande Publique** entré en vigueur le 1^{er} Avril 2019 après un décret et une ordonnance de 2019

- Une **impulsion donnée par la DINUM (Ex DINSIC)** pour décloisonner la relation entre administrations, usagers, entreprises et citoyens
- Des **briques concrètes mises à disposition** comme **FranceConnect**
- Une transparence des données rendue obligatoire avec la **Loi Lemaire de 2016** (« Open Data par défaut »)
- Un **format règlementaire de données essentielles** de marchés publics depuis 2016.

- Un programme de **Développement concerté de l'Administration Numérique Territoriale** (DcANT) piloté par la DINUM
- Des **plateformes de mutualisation régionales** offrant des services numériques comme les profils d'acheteurs (Mégalis Bretagne, GIP Maximilien IdF, e-Bourgogne Territoires Numériques,...).

Un certain nombre d'irritants sur le processus de commande publique, générateurs de coûts



Acheteurs publics

Une couverture fonctionnelle et une ergonomie insuffisantes des profils d'acheteurs

Des ruptures dans la chaîne de dématérialisation entraînant des multiples ressaisies de données

Une absence d'approche globale et de standard qui ne favorise pas le développement d'interfaces et l'intégration des outils

Une problématique de propriété des données avec une impossibilité à extraire les informations saisies sur le profil d'acheteurs.



Irritants partagés pendant la concertation menée depuis l'automne 2018



Opérateurs économiques

Une multiplicité des profils d'acheteurs, facteur de pénibilité et génératrice de coûts

Un accès insuffisant à la commande publique, freinant le rapprochement de l'offre et de la demande

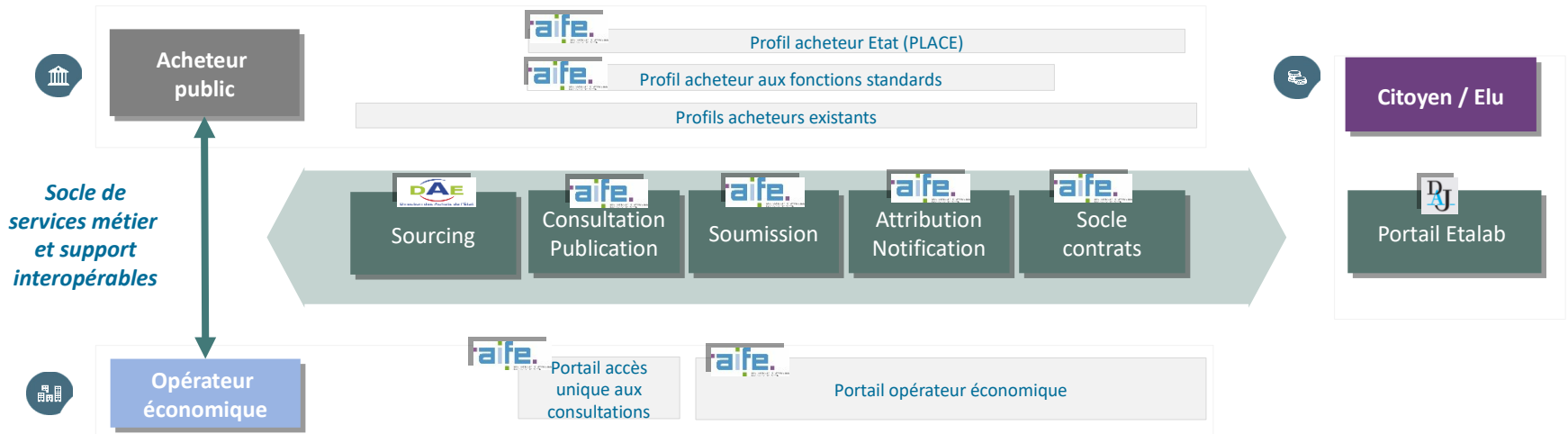
Une confiance limitée dans les outils mis à disposition en termes de sécurité juridique

Une exploitation insuffisante des données pour le développement de services à forte valeur ajoutée.

Description de la valeur ajoutée du dispositif

- 1** Une *Plateforme de l'Etat commune à l'ensemble des acheteurs pour tous les services numériques de la Commande Publique*
- 2** L'*Opérateur Economique replacé au cœur du dispositif au travers d'interfaces unifiées*
- 3** Une *performance achat renforcée au profit des acheteurs et des politiques publiques.*

Modèle cible de la Commande Publique Numérique et actions FTAP associées



6 chantiers pour la mise en œuvre de l'interopérabilité et pour étendre la chaîne de dématérialisation. Le pilotage du FTAP est assuré par la DAJ, la DAE et l'AIFE.

	Maître d'ouvrage	Actions détaillées
<p>Chantier A : Chantiers préalables <i>Elaboration d'un cadre d'interopérabilité pour définir un langage commun ainsi qu'élaboration des standards nécessaires à la réalisation des actions</i></p>	AIFE	A1 Cartographie de la commande publique A2 Cadre Commun d'interopérabilité A3 Référentiel sémantique A4 Elaboration d'un standard des échanges A5 Modèle de données de référence
<p>Chantier B : Interopérabilité des profils d'acheteur <i>Mise en œuvre de l'interopérabilité entre profils d'acheteurs à travers le développement de services réutilisables</i></p>	AIFE	B1 Service de publication des consultations B2 Service mutualisé de dépôt des offres B3 Portail d'accès unique aux consultations B4 Profil Opérateur Economique unique
<p>Chantier C : Dématérialisation du processus <i>Mise en place de briques numériques permettant la standardisation du processus de dématérialisation de bout en bout, autour des profils d'acheteurs</i></p>	DAE	C1 Portail modèle en matière de sourcing
	AIFE	C2 Service d'émission des avis de publicité C3 Service de déclaration d'AE C4 Socle de services contrats
<p>Chantier D : Interopérabilité des achats de l'Etat <i>Evolutions de la plateforme d'achat de l'Etat (PLACE) pour mise en œuvre de l'interopérabilité</i></p>	AIFE	Evolutions dans PLACE pour le rendre interopérable avec les autres profils d'acheteur partenaires
<p>Chantier E : Outils numériques mutualisés <i>Développement d'outils mutualisés pour faciliter la dématérialisation et l'open data</i></p>	AIFE	E1 Profil d'acheteur avec fonctions standards E2 Signature électronique E3 Certificats de Cessibilité
	DAJ	E4 Données ouvertes (Open data)
<p>En transversal : Suivi, accompagnement du changement</p>	DAJ	Gouvernance, expertises juridiques, information et outils de formation

Les bénéfices attendus : une mise en œuvre des services permettant de répondre aux priorités des différents acteurs

Présentation des bénéfices pour les acteurs de la commande publique

